

D'UNE CRISE À L'AUTRE

Flambée des prix, pénurie de matières premières, difficultés d'approvisionnement, baisse prévisible du pouvoir d'achat... La parenthèse Covid n'est pas encore refermée que la guerre en Ukraine fragilise l'économie française et impacte notre quotidien.

Le monde est flou

Après deux ans de pandémie, place à la guerre en Ukraine et à toutes les **CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES** qu'elle pourrait entraîner. Pour l'heure, c'est **L'INCERTITUDE** qui prédomine et, en Moselle comme ailleurs, chacun tente de **FAIRE LE DOS ROND**.

Rien ne nous sera épargné. Après une crise sanitaire dont personne n'ose croire encore qu'elle appartiendra bientôt au passé, badaboum! Voici qu'une nouvelle période d'incertitudes s'ouvre devant nous, intimement liée à la guerre qui fait rage sur le sol ukrainien, déclarée par le dictateur au pouvoir en Russie. L'invasion commandée par Vladimir Poutine frappe, d'abord et surtout, un peuple souverain, épris de liberté; ses conséquences, en revanche, se ressentent déjà bien au-delà de l'Europe de l'Est, sans que celles-ci, à ce jour, ne soient mesurables avec précision.

La question est posée ici et là, traduisant une inquiétude grandissante au sein de l'Union européenne et, à plus petite échelle, parmi les acteurs économiques de notre pays: quel sera le « coût de la guerre », comme le veut la formule? Autrement dit, **quelles répercussions auront les sanctions décidées à l'encontre de Moscou et les répliques certaines à venir?** La pénurie de matières premières, apparue avec le « stand-by » imposé par la pandémie mondiale, et les soucis d'approvisionnement s'inscriront-ils dans la durée? Si oui, jusqu'à quand? Et la flambée des prix du gaz, du carburant, du blé... pourra-t-elle être contenue autrement que par de petites ristournes symboliques accordées par l'État? Quand on parlait d'incertitudes... C'est l'Insee, dans sa note de conjonc-

ture partagée le 16 mars et relayée par *Le Monde* notamment, qui le prédit: en considérant la taille des ménages, **le pouvoir d'achat des Français pourrait reculer d'au moins 0,9 % en 2022**, comparé à l'année précédente. Au sujet de l'inflation, avec un prix du baril de pétrole fixé par l'Institut à 125 dollars, elle dépasserait sur un an les 4 % à la fin du mois de mars, pour grimper à 4,5 % entre avril et juin. **C'est grave, docteur?** Dans ce « *Projecteur* », **La Semaine donne la parole à Alexandre Mayol, maître de conférences à l'Université de Lorraine, pour décrypter tout ce charabia d'économiste et les répercussions qui vont de pair.** Ce qu'il faut savoir, de manière plus accessible, c'est que oui, nous allons devoir nous serrer la ceinture. À moins que le futur président de la République et son gou-

vernement ne déploient des trésors d'ingéniosité, d'inventivité.

Au bord du ras-le-bol

Les temps sont durs et il ne se trouve personne, dans les pages suivantes, pour prétendre le contraire. Les entreprises de tous les gabarits, même celles qui s'appuient sur une trésorerie saine, sont soucieuses et empêchées dans leur activité, Luc Lajoie, le PDG des Bronzes d'Industrie à Amnéville, qualifiant de « *dinguerie* » le prix du nickel actuellement. Les collectivités, « *délaissées par l'État* » si l'on en croit le maire de Metz, François Grosdidier, regardent leurs factures de plus près encore, cherchant même à accélérer leurs projets en cours autour de la transition énergétique, de la rénovation thermique de leurs bâtiments pour sécu-



LE POINT
DE VUE
DE...

« Un vrai manque d'anticipation de la part des pouvoirs publics »

INFLATION sur les produits alimentaires, hausse du coût de l'énergie, baisse des exportations... L'invasion russe en **UKRAINE** n'est pas sans conséquence sur **L'ÉCONOMIE MONDIALE**. C'est ce que nous explique **ALEXANDRE MAYOL**, maître de conférences en sciences économiques au sein de **L'UNIVERSITÉ DE LORRAINE**.

« **A**vant 2022, il y a eu 2021. »

Après avoir subi sa plus grande régression depuis la Seconde Guerre mondiale, l'économie française doit faire face à une nouvelle crise. Depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, **la menace de stagflation plane**. Autrement dit, la conjoncture d'une faible croissance économique et une flambée des prix. Un mix entre « stagnation » et « inflation ». La Banque de France a en effet dévoilé ses prévisions économiques pour l'année. Selon le scénario le plus optimiste, la croissance atteindrait 3,4 % et l'inflation grimperait à 3,7 %. Mais dans un second, beaucoup plus sombre, le produit intérieur brut (PIB) stagnerait à 2,8 % et les prix s'envoleraient de 4,4 %. Avec la crise ukrainienne en toile de fond, ce dernier pourrait bien être le scénario le plus plausible, s'alarmant de nombreux économistes.

Flambée du prix des matières premières

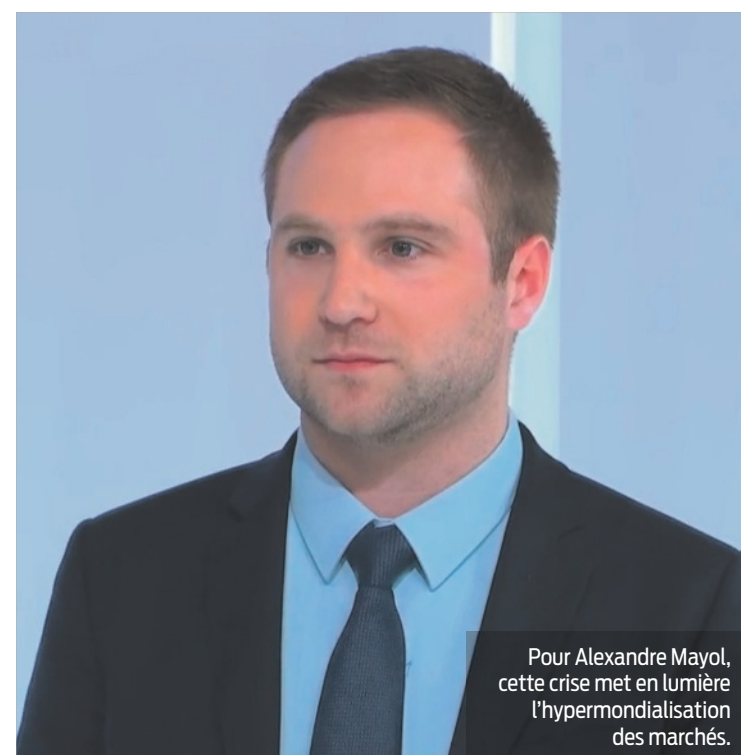
C'est sans compter sur la hausse des prix qui s'est fait ressentir dès fin 2021. **Alexandre Mayol**, vice-doyen de la faculté de droit de Metz et maître de conférences en sciences économiques au sein de l'Université de Lorraine, tient toutefois à replacer les choses dans leur contexte : « Nous sommes sortis de la crise Covid avec une reprise extrêmement vigoureuse, malgré les nombreux scénarios pessimistes évoqués. L'intervention de l'État a permis d'éviter la destruction d'emplois et de ce fait le chômage de masse. Parallèlement, les ménages français ont accumulé une épargne record de 157 milliards d'euros en 2021. Quand l'économie est répartie, les gens ont voulu massivement consommer. » Cependant, de nombreuses entreprises n'ont pas réussi à répondre à cette demande, note l'économiste. « Nous l'avons vu avec les secteurs de la restauration et de l'hôtellerie, par exemple, qui n'ont pas trouvé la main-d'œuvre nécessaire. En septembre 2021, il y a eu une crise

sur les semi-conducteurs qui a fait qu'on ne pouvait plus produire de véhicules neufs. Il y a eu une pression de la demande sur beaucoup de secteurs. Or, en économie, quand la demande est supérieure à l'offre, les prix augmentent. »

Une inflation « par ricochet »

Et la courbe n'est pas près de redescendre. L'Ukraine fournit en effet bon nombre de matières premières à différents pays européens. **Une situation qui va, « par ricochet, avoir des conséquences sur le prix des produits transformés »**, souligne Alexandre Mayol. C'est le cas des produits alimentaires, notamment le blé et l'huile de tournesol dont les cours s'embrasent actuellement. Idem pour le coût de l'énergie, « qui a flambé de +18 % en 2021 », précise l'économiste. « Avec la reprise, il y a eu des besoins très forts en termes de transports, plus particulièrement de trafic aérien, mais aussi le vaccin, et plus généralement les médicaments, sont conçus grâce à la pétrochimie, ce qui a créé une pression énorme sur les hydrocarbures, engendrant une hausse des prix. » Un phénomène couplé à quelques problèmes d'approvisionnement en gaz russe l'hiver dernier. « Dans le même temps, les Allemands, en renonçant au nucléaire, ont créé une forte tension sur la demande de gaz, en matière de production électrique. »

Selon l'assureur Euler Hermes, **la facture énergétique annuelle des Français pourrait atteindre 2800 euros**, soit une augmentation de 400 euros en comparaison à 2021. « Si l'on compare ces chiffres aux estimations d'avant-crise, cela représente une perte additionnelle d'1 point pour les ménages français. Dans le pire des cas, avec une coupe partielle de l'accès à l'énergie russe et une hausse des prix de 70 %, le revenu disponible des ménages serait amputé de 2,5 points en moyenne en Europe. Dans le détail, cela représenterait une perte de plus de 3 points pour les ménages français », précise Ana Boata, directrice de la recherche économique du groupe. Mais au global, la Russie représente moins de 2 % des importations et 1 % des ex-



Pour Alexandre Mayol, cette crise met en lumière l'hypermondialisation des marchés.

PHOTO DR

Un manque d'anticipation

Un contexte révélateur de l'hypermondialisation des marchés. « À chaque crise, c'est le même scénario qui se produit. Il y a un vrai manque d'anticipation de la part des pouvoirs publics. Avant la crise Covid, personne n'aurait imaginé que la Chine puisse s'arrêter de produire. Pourtant, c'est ce qu'il s'est passé. » Problème, « il est très compliqué de s'ajuster à court terme ». Les leviers sont restreints et c'est aux consommateurs de s'en emparer. « Il faudrait régler le problème des passoires énergétiques ou généraliser l'utilisation des transports en commun pour commencer. Du côté de l'offre, les alternatives ne sont pas infinies. En revanche, on l'oublie trop souvent mais nous pouvons changer notre manière de consommer. »

Jennifer Febvay

riser leur futur. Les petits commerçants ? Au bord du ras-le-bol, épuisés par cette nouvelle épreuve, amers de devoir s'en sortir en augmentant leurs prix aux dépens de leurs clients. Quant aux ménages les moins aisés – ou ceux qui avaient peu épargné pendant les confinements –, quant aux étudiants, aux retraités, la tendance est aux privations : **collectionner les boîtes de conserve plutôt que les produits frais**, baisser la température des radiateurs d'un degré, rogner sur les loisirs, les sorties culturelles ; sur la vie en somme. En attendant les jours meilleurs. Par chance, le ciel est bleu, les oiseaux ne tarderont pas à nous en remettre plein les oreilles. C'est le printemps, alors de quoi se plaint-on ? L'humour vache.

Thomas Vuagnoux